

Les betteraviers attendent toujours leur délégué interministériel

© 11/06/2020 |  Terre-net Média

Les betteraviers français, qui ont vécu une crise historique après la fin des quotas sucriers, marquée par de lourdes restructurations d'usines, attendent toujours le délégué interministériel qui doit les aider à relancer la filière.

Le président Macron avait annoncé « la nomination d'un **délégué interministériel dédié à la "sortie de crise" de la filière sucre** », selon Franck Sander, président du syndicat des betteraviers (**CGB**), déplorant mercredi soir de n'avoir pas de nouvelles de cet interlocuteur providentiel. « Le président de la République s'était engagé auprès de nous à nommer un délégué interministériel, pour voir comment la filière pourrait sortir de la crise le plus facilement possible », a déclaré Franck Sander, lors d'un point presse organisé par l'organisme public FranceAgriMer sur la situation des céréales françaises et un bilan post Covid-19 pour le secteur des grandes cultures. « Je ne comprends pas qu'à ce stade, on ne soit pas en capacité de trouver cette personne qui pourrait naviguer entre les ministères, nous aider, nous soutenir et faire un beau projet », a-t-il ajouté.

Avant la pandémie, avec des **cours du sucre** qui commençaient à se redresser, « on commençait à voir la sortie du tunnel au niveau de la filière, on était plutôt rassuré, même si on était encore tous en crise, avec des groupes qui venaient d'afficher leurs résultats tous négatifs, des planteurs payés aujourd'hui en moyenne 22 euros la tonne de betteraves, ce qui est largement en-dessous de leurs coûts de production », a déclaré Franck Sander.

À lire aussi > [Covid-19 et marché du sucre : après la crise pétrolière, les espoirs du sucre ont fondu](#)

Conséquence de la pandémie et de la crise pétrolière qui s'en est suivie, qui touche l'éthanol, « à ce jour, on est toujours en crise, on risque d'y replonger », a déclaré Franck Sander. « **On a plus que jamais besoin d'un délégué interministériel et aussi d'un plan de relance**, c'est maintenant le moment de revoir le modèle », a-t-il insisté.

« En 2019, la filière française a perdu un milliard d'euros », a estimé lors de ce point presse Jean-Philippe Garnot, secrétaire général de la CGB. Ce chiffre est selon lui « l'addition des pertes chez les agriculteurs et des pertes dans toutes les entreprises », causées notamment par la surproduction mondiale.

Voir également > [Impact du Covid-19 - Fragilisés par la crise, les agriculteurs réclament leur part du plan de relance](#)
> [Sucre - Tereos renoue avec les bénéfices et se veut confiant, malgré la pandémie](#)

Du côté des conditions de culture de cette campagne > [\[Témoignages\] Néonicotinoïdes et betteraves - Le désarroi des producteurs face à une pression pucerons inédite](#)